

Pression fiscale : quand l'épisode de 1999 se répète

BUDGET

L'amélioration des comptes publics en 2017 résulte d'une hausse des prélèvements obligatoires bien plus élevée que celle de l'activité.

Une situation qui rappelle 1999, selon le site « Fipeco ».

Renaud Honoré

🐦 @r_honore

Avec l'actualité sociale chargée de ce printemps, il est de bon ton de se demander si nous nous apprêtons à revivre 1995 ou 1968. Et si la vraie ressemblance était avec 1999 ? Du point de vue budgétaire, le parallèle semble s'imposer en lisant la note que le site Fipeco publie ce mercredi sur les comptes publics de 2017. « *Il ne faudrait pas que la même situation produise la même illusion d'une cagnotte budgétaire* », prévient François Ecalle, auteur de la note et animateur de Fipeco.

Ce dernier parle d'expérience, puisque cet ancien de la Cour des comptes était à Bercy en 1999. Aujourd'hui comme à l'époque, la spectaculaire baisse du déficit public (passée en 2017 à 2,6 % du PIB, contre 3,4 % en 2016) doit beaucoup au bond (+4,4 %) des

prélèvements obligatoires (l'ensemble des impôts et taxes perçus par l'administration). Ce taux est supérieur à la croissance, signe d'une élasticité très élevée. Par élasticité, on désigne la façon dont les prélèvements obligatoires réagissent aux variations de l'activité économique. Or en 2017, l'accélération de la croissance a gonflé les rentrées d'impôts comme jamais. Fipeco calcule que l'élasticité a été de 1,6. « *Une aussi forte élasticité n'avait pas été observée depuis 1999* », selon le site. Bercy tablait encore sur une élasticité de 1,3 à l'automne dernier.

Cette forte élasticité a beaucoup contribué à la réduction du déficit structurel (en baisse de 0,4 point de PIB). On ne peut pas en dire autant des dépenses, en hausse de 2,5 %. Hors inflation et effets liés au remboursement de la taxe sur les dividendes, la croissance des dépenses a néanmoins été en ligne avec la moyenne de 2011-2016, à 1,1 %. L'aspect conjoncturel de l'amélioration des comptes devrait inciter à la prudence pour ne pas répéter l'erreur des années Jospin, selon Fipeco. « *Il est certain que la croissance ralentira de nouveau et que l'élasticité des PO pourra être inférieure à l'unité, comme en 2002-2003. L'illusoire cagnotte de 1999 ayant alors été dépensée, la France s'est ainsi trouvée en situation de déficit excessif* », rappelle François Ecalle. ■